

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

47, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS - 75006 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 46.33.42.47

CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1441 - 7 décembre 1989 - 4,50 F

D 1441 GUATEMALA: POINT DE VUE DES GRANDS EXPLOITANTS AGRICOLES

En février de cette année sortait à Guatemala-Ville un opuscule intitulé "Le cri pour une vie meilleure", signé de Lionel Toriello Nájera et publié par l'Association des amis du pays. Reflétant le point de vue des grands exploitants agricoles du pays, la publication se voulait la réponse à une lettre pastorale de l'épiscopat national publiée l'année précédente sous le titre "Le cri pour la terre" (cf. DIAL D 1307). Les évêques entendaient attirer l'attention du pays sur la condition injuste faite à la population rurale, en majorité indienne.

Au manque traditionnel de politique foncière au bénéfice des populations indiennes s'était ajoutée à partir des années 70, dans le cadre de la lutte anti-guérilla, une politique de répression extrêmement violente et de contrôle stratégique de ces populations (cf. DIAL D 1386 et 1425).

La prise de position de l'épiscopat sur le problème de la terre avait soulevé une vive polémique. Nous publions ci-dessous le résumé de la position des grands exploitants agricoles, publié en annexe de l'opuscule "Le cri pour la terre". Ce texte avait été publié dans la presse nationale en avril 1988.

On notera que, dans ce document, il n'y a pas la moindre allusion à l'aspect culturel du problème, à savoir le caractère religieux de la terre dans l'univers mental indien.

(Suite à la publication du DIAL D 1307, des lecteurs avaient contesté les équivalences en système métrique des mesures guatémaltèques, relevées dans les notes 4, 5 et 6. Ces équivalences étaient celles de l'Institut d'investigations économiques et sociales de Guatemala.)

Note DIAL

LE CRI POUR UNE VIE MEILLEURE

Manifeste de l'Association des amis du pays

1. Introduction

En mars dernier, l'épiscopat guatémaltèque a publié une "lettre pastorale collective" intitulée "Le cri pour la terre", qui invitait les Guatémaltèques à réfléchir "sereinement et sérieusement" sur ce que les évêques signataires du document ont appelé "le problème agraire du Guatemala". En écho à cette invitation, l'Association des amis du pays apporte dans l'immédiat ces réflexions préliminaires, en s'engageant publiquement à élaborer un document plus construit comme participation au dialogue national demandé.

2. Le cri est pour une vie meilleure

C'est un fait que jaillit des poitrines de millions de Guatémaltèques un cri grandissant pour une vie meilleure. Notre longue liste de besoins non satisfaits en matière de santé, d'éducation, de sécurité, de logement et d'emploi montre à l'évidence qu'en dépit de quelques résultats sociaux en différents domaines, nous restons, comme nation, plongés dans la fange d'un sous-développement endémique que nous n'avons

pas réussi à ce jour à éliminer. Ce sous-développement se traduit en manque de sources suffisantes de travail stable et bien rémunéré pour une population en croissance continue (1), dont découle notre problématique sociale complexe. Les Guatémaltèques conscients savent qu'il est de leur devoir de contribuer à améliorer le destin de la patrie, et c'est pourquoi ils crient pour une vie meilleure en faveur des leurs et de leur nation. Dans ce contexte, l'Association des amis du pays voit avec sympathie tout effort allant dans le sens d'une amélioration de notre situation collective, et c'est dans cette perspective qu'elle considère la récente lettre pastorale de la conférence épiscopale.

Cependant, la solution de tout problème ne peut venir qu'au terme d'un diagnostic correct. Par conséquent, pour pouvoir supprimer définitivement ce "*fléau dévastateur et humiliant*" qu'est "*la situation d'inhumaine pauvreté*" de la majorité des habitants du pays, laquelle situation continue de consterner tous les citoyens conscients, **nous devons identifier correctement les causes fondamentales de notre sous-développement persistant**. De sorte que, pour les raisons que nous allons expliquer de façon plus détaillée, nous nous voyons dans l'obligation de n'être pas d'accord avec l'affirmation de l'épiscopat guatémaltèque selon laquelle la possession de la terre "*doit être considérée comme le cœur de tout le problème social de notre pays*".

Le cri sera pour la terre, en tant que celle-ci est perçue comme le seul moyen de parvenir à une vie meilleure. Le cri constant, cependant, est pour une vie meilleure car, conformément à la toujours plus grande évidence statistique et historique accumulée mondialement, ce ne sont pas les sociétés majoritairement agraires qui ont le mieux réussi à extirper la pauvreté, mais les sociétés qui sont parvenues à diversifier leurs sources de production par l'augmentation des activités non agricoles.

3. Le faux scandale de l'inégale distribution de la terre

L'analyse de l'épiscopat guatémaltèque, comme beaucoup d'autres semblables avant et ailleurs, part de la prétendue non convenance sociale du fait qu'en vertu de sa transformation continue, la structure de possession de la terre tend au renforcement des grandes unités productives. Cette analyse fait abstraction, sur le problème de fond, de la productivité de la terre selon les différents régimes de possession, et elle oublie de dire que dans les sociétés qui ont réussi leur "décollage" économique, en particulier un vrai développement agricole, on relève la même tendance au renforcement des grandes unités productives. Les statistiques sur la possession de la terre au Guatemala font pâle figure (en termes de concentration) en face de celles du Kentucky, du Texas ou de la Californie, par exemple, où les "latifundia" sont de dimensions impensables au Guatemala, mais aussi d'une productivité inconnue chez nous.

L'aura de scandale qui entoure l'analyse se double de simplifications et d'omissions loin du réel. En soulignant que "*la réalité irrécusable est que l'immense majorité des terres cultivables est aux mains d'une minorité numériquement très réduite*", on passe sur le fait qu'il y a encore au Guatemala des terres qui pourraient devenir "cultivables" (pratiquement autant que celles déjà cultivées), tout comme était devenue "cultivable" l'inhospitalière Côte sud grâce aux investissements et aux efforts. Mais personne ne risquera son patrimoine ni n'investira dans le développement de nouvelles zones agricoles, s'il sait qu'elles peuvent être par la suite confisquées pour payer la mal dite "*dette sociale*" de la communauté.

Quand on pose au départ que la possession actuelle de la terre est "*le produit d'une situation de pêché*", l'interprétation des statistiques ne peut qu'être confuse. Selon une analyse sans préjugé des statistiques, l'augmentation du nombre des pro-

(1) Dans le corps de l'ouvrage, il est fait état d'une projection de population de 4,3 millions d'habitants en 1964 à 13,4 en 2003, la "population rurale en agro-subsistance" et la "population rurale ouvrière" passant alors de 66% à 47% de la population totale [NdT].

priétaires "minifondiaires" (de 85.053 en 1964 à 247.090 en 1979, d'après la lettre pastorale) devrait être considérée comme un fait positif, puisqu'elle représente l'accès à la propriété, même si celle-ci est exiguë, pour davantage de citoyens (2). Le fait que les propriétaires "latifondiaires" de plus de 200 caballerias soient passés de 9 à 4 au cours de la même période est le signe non pas d'une plus grande mais d'une moindre concentration de la terre entre peu de mains (3). Quoi qu'il en soit, les statistiques citées ne sont que le reflet d'un moment du mouvement de fond d'une population en croissance sur un territoire qui ne s'agrandit pas.

Enfin, nous ne pouvons qu'être en désaccord avec l'affirmation selon laquelle une distribution inégale de la terre "conduit nécessairement" à la violence, vu que, conformément à cette assertion, il n'y aurait donc jamais eu de paix dans le monde. C'est l'absence d'horizons meilleurs, fléau permanent des sociétés soumises à des crises continuelles d'instabilité juridique et politique, qui conduit les citoyens au désespoir. C'est le devoir de ceux qui ont accès "à la morale et aux lumières", dont parlait Bolivar, de lutter pour donner une assise à l'espoir de nos peuples et non pas de contribuer à leur désespoir (4).

4. L'origine historique de notre sous-développement

Tout au long de notre avancée vers une société prospère et développée, les différentes étapes que nous avons franchies, si elles ont été insuffisantes, n'en ont pas moins représenté des pas en avant. Seule, une colossale myopie ou un romantisme aveugle peuvent refuser de voir que la colonisation, en dépit de ses très graves défauts, a fait reculer une société plus primitive (5).

De façon analogue la "réforme libérale", malgré le caractère superficiel de son "libéralisme" fréquemment étouffé par le bonapartisme créole de ses leaders, a élargi les frontières agricoles d'un pays qui était alors pratiquement dépeuplé (les plus importants propriétaires terriens de l'époque ayant été, soit dit en passant, spoliés par les ordres religieux). Le manque relatif de terres n'était pas un problème en 1871. De fait, les gouvernements "libéraux" étaient disposés à faire toutes les concessions afin de peupler les côtes du pays, exposées aux constantes incursions d'usurpateurs étrangers qui ont réussi de ce fait à pénétrer sur notre territoire.

Le problème du manque de terres est, paradoxalement, la conséquence d'une réussite sociale relativement récente: l'abaissement progressif du taux de mortalité, qui a modifié notre structure démographique de telle sorte que la population augmente de façon accélérée depuis la seconde moitié de ce siècle. C'est alors qu'on peut parler d'un relatif manque de terres au Guatemala.

La croissance démographique, moteur d'innombrables changements et ajustements sociaux, est un élément nécessaire de l'analyse de la problématique sociale complexe et elle a des effets sur l'usage et la productivité de la terre, et même de l'écosystème, comme l'expliquait ICAITI voici un an: "Au Guatemala (...) la population est passée entre 1950 et 1980 de 2,8 millions à 7 millions, ce qui, ajouté à d'autres facteurs (...) a représenté pour le pays une perte de grandes étendues de forêt. C'est ainsi que la couverture forestière occupait en 1950 65% du territoire national, et n'en occupait plus en 1980 que 39,8%, soit 43.000 km²" (revue ICAITI, 3e année, n°1, janvier-mars 1987, p. 9).

L'explosion démographique, la crise de l'agriculture de subsistance, l'émigration massive vers les villes, l'urbanisation et l'industrialisation agressives ne sont pas des phénomènes propres au Guatemala; ils ont des précédents sous d'autres latitudes.

(2) L'argumentation cache en fait les dimensions ridicules de ces micro-exploitations. Cf. document des évêques, DIAL D 1307 [NdT]. (3) Raisonnement quelque peu tortueux pour dire qu'il y a aujourd'hui davantage de micro-exploitations en chiffres absolus [NdT]. (4) Le rôle ainsi attribué aux "élites" de la société est aux antipodes de tout projet de promotion des paysans par eux-mêmes [NdT]. (5) Ce passage sur le régime foncier de la colonisation, et celui du § suivant sont une réplique à l'argumentation des évêques. Cf. DIAL D 13007 [NdT].

Dans d'autres sociétés plus prospères, le phénomène a commencé plus tôt et on a su opportunément le maîtriser pour donner à la majorité des habitants les conditions d'une vie meilleure.

Au Guatemala, cependant, ni les monarchistes pour commencer ni les conservateurs ensuite, ni les faux libéraux ni les mouvements politiques postérieurs à la Révolution de "1944" ne sont parvenus à supprimer le terrible héritage du mercantilisme espagnol qui, tel un cancer incurable, a imprégné les politiques économiques de tous nos gouvernements.

Cette vision du monde instauré chez nous par la Couronne espagnole conçoit la richesse comme une entité statique que l'Etat doit répartir plus ou moins équitablement. Pour cette tâche aujourd'hui appelée "juste distribution de la richesse", d'innombrables lois, règlements et régulations de toutes natures entendent prescrire des transferts de richesse de "*ceux qui ont trop*" vers "*ceux qui n'ont pas assez*". Le mécanisme se révèle lourd, enclin aux pièges et à la corruption; parce qu'il remplace la discipline de la compétitivité par l'habileté des démarches et du copinage, il débouche en fin de compte sur le désengagement concret de la création de nouvelles richesses. Cette incapacité persistante à stimuler les mécanismes naturels de création de richesse est précisément ce qui a maintenu les pays hispanophones sous "*le fléau dévastateur et humiliant*" de la pauvreté, alors que d'autres peuples allaient allègrement de l'avant.

5. Solutions pour le Guatemala d'aujourd'hui

Les analyses typiques sur l'injuste répartition de la "possession de la terre" en Amérique latine, avec leurs corollaires de "réformes agraires" confiscatoires et distributives, sont les applications modernes d'une même vision archaïque du monde et conduisent aux mêmes vieilles recettes de régulation et de distribution, même si c'est sous un habillage littéraire nouveau. **De surcroît, ces recettes ne marchent pas.** Des deux côtés de nos frontières nous avons des exemples clairs qu'en dépit des meilleures intentions ou du temps d'application, les réformes agraires conçues pour atténuer la distribution inégale de la terre sont socialement et économiquement un échec.

Les peuples ne parviennent à une vie meilleure que lorsque, moyennant des investissements croissants, les unités productives rivalisent toujours plus au bénéfice d'une main-d'oeuvre pleinement employée, et paient mieux leurs employés grâce à la productivité accrue que permet l'investissement constant.

Par conséquent il est nécessaire d'encourager l'investissement si l'on veut que nos peuples progressent. Et cela ne peut être obtenu que par l'existence d'un cadre juridique et fiscal stable et par la suppression des obstacles innombrables qui continuent jour après jour d'entretenir le rêve d'une société prospère et pacifique, un rêve et rien d'autre...

6. Conclusions

a) Le noeud de la problématique sociale guatémaltèque n'est pas l'absence d'une distribution égalitaire de la terre, mais le manque d'emplois stables et bien rémunérés pour une population en accroissement.

b) La solution ne consiste pas à "*légiférer en faveur d'une distribution équitable de la terre*", elle consiste à créer les conditions permettant à l'investissement accru de créer des emplois stables et bien rémunérés à un rythme supérieur à celui de la croissance démographique.

c) La conférence épiscopale, qui avoue que les "*aspects techniques et pratiques*" du règlement de notre problématique sociale "*excèdent (sa) mission*", peut cependant contribuer à ce que l'analyse de la grande problématique nationale soit faite avec la hauteur intellectuelle et éthique qu'exigent les intérêts supérieurs de la patrie.

Guatemala, le 11 avril 1988

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 340 F - Etranger 400 F - Avion 470 F

Direct. Charles ANTOINE - Imp. DIAL - Com. par. presse 56249 - ISSN 0399-6441